

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de marche n°24
BP 10001
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 18/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**
AERODIS chez AALTO POWER

146 rue Paradis
B.P. 60025
13294 Marseille

Références : 5566/NK/AG
Code AIOT : 0006705566

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/07/2024 du parc éolien AERODIS chez AALTO POWER implanté à 67260 Herbitzheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est faite dans le cadre de la CSS (Commission de suivi des sites).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AERODIS chez AALTO POWER
- 67260 Herbitzheim
- Code AIOT : 0006705566
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il s'agit d'un parc éolien, 3 aérogénérateurs sont en forêt.

2 ne le sont pas, ces derniers vont être équipés de système de détection d'oiseaux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les

informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis, éventuellement, une modification de la rédaction de la prescription, par voie d'arrêté préfectoral, pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délai
1	Collecte des données du suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Demande d'action corrective	1 mois
2	Arrêt des éoliennes	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Demande d'action corrective	1 mois
5	Mesures Compensatoires	AP Complémentaire du 07/05/2014, article 3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
4	Personnel	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le système de contrôle des éoliennes BPS (Bird Protection System) peut remettre en marche la turbine malgré un ordre d'arrêt.

Les panneaux matérialisant les îlots de vieux bois n'ont pas été mis en place.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Collecte des données du suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thèmes : Autre, Exploitation
Prescription contrôlée : [...] Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité", créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées, imposé au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil. [...]
Constats : l'exploitant n'a pas versé les données dans l'outil de télé-service DEPOBIO,
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délai : 1 mois

N° 2 : Arrêt des éoliennes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thèmes : Risques accidentels, Sécurité
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant réalise des essais, permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre l'aérogénérateur en sécurité.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a mis à l'arrêt l'éolienne E5 via sa connexion, mais cette éolienne s'est remise en marche sans son intervention (selon l'exploitant il s'agit sans doute du service maintenance qui la relançait à distance sans présence), il y a un risque qu'en cas de problème, l'éolienne redémarre sans que le problème identifié n'ait été rectifié, la sécurité n'est pas assurée. Par courriel du 10/07/24, l'exploitant a déclaré que : « L'équipe informatique de notre turbinier est en train d'analyser la cause pour laquelle le BPS (Bird Protection System) peut remettre en marche la turbine malgré un ordre d'arrêt de notre part ». L'exploitant est en écart sur ce point.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suite : Demande d'action corrective
Proposition de délai : 1 mois

N° 3 : Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thèmes : Risques accidentels, manuel d'entretien
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation, dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations d'entretien, afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation.
Constats : L'exploitant a déclaré que la maintenance était gérée par un sous-traitant, mais il n'a pas présenté de manuel. De plus, il n'a pas présenté les règles de gestions ou plan de prévention avec ce sous-traitant. Par courriel du 16/07/24, il a transmis le manuel d'entretien.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 4 : Personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thèmes : Autre, Formation
Prescription contrôlée : Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent, disposant d'une formation [...] et qui procède à des exercices d'entraînement.
Constats : L'exploitant a déclaré que le personnel était compétent, mais il n'en a pas apporté la preuve, ni celle d'avoir effectué des exercices d'entraînement, de formation ... Par courriel du 17/07/24, l'exploitant a déclaré : <i>" La maintenance de nos turbines est assurée par Vestas, un des acteurs leader du marché. Tous les techniciens opérant sur le parc détiennent le GWO (Global Wind Organisation). Une certification qui couvre les risques rattachés au travail en milieu éolien."</i>
Type de suites proposées : Sans suites

N° 5 : MESURES COMPENSATOIRES

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/05/2014, article 3
Thèmes : Risques chroniques, ERC
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre les mesures compensatoires et réalise les aménagements prévus dans le dossier établi par l'office national des forêts du 22 septembre 2022, concernant la recherche d'îlots de sénescence, notamment : L'implantation de deux îlots de vieux bois sur la commune d'Herbitzheim, soit un îlot d'un hectare en parcelle forestière n°8 et un îlot d'un hectare en parcelle forestière n°9. Ces îlots sont matérialisés par de la peinture sur les arbres, délimitant, et des panneaux aux quatre points cardinaux de l'îlot.
Constats : Selon les déclarations de l'exploitant, et confirmé par l'office national des forêts, ces îlots sont matérialisés par de la peinture, mais les panneaux n'ont pas encore été mis en place, ceci avait déjà été prescrit par arrêté complémentaire du 20 février 2023 : → L'exploitant est en écart, le retard pour la pose de ces panneaux est supérieur à un an.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suite : Demande d'action corrective
Proposition de délai : 1 mois